



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

# Revue de presse



Mercredi 16 novembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## [APN: Kassali présente le projet de loi de finances 2023](#)



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté, mardi, le projet de loi de finances (PLF 2023) devant l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une séance plénière présidée par M. Brahim Boughali, président de l'APN, en présence de membres du Gouvernement.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

**Sénat: Kassali présente le PLFC 2022 devant la commission des affaires économiques et financières**



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a présenté, lundi à Alger, le projet de loi de finances complémentaire (PLFC - 2022) devant la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, affirmant que cette loi prévoit plusieurs mesures de redressement liées à la loi de Finances 2022 et destinées essentiellement à la couverture des dépenses supplémentaires.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

## **PLF-2023: le taux de croissance économique connaîtra une tendance haussière à l'horizon 2025**



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé, mardi à Alger, que le taux de croissance économique en Algérie devrait enregistrer une tendance haussière à l'horizon 2025 poussé par les performances de plusieurs secteurs, précisant que le Gouvernement tablait sur un taux de croissance de 4,1% en 2023.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

## **APN : la commission des Finances et du Budget introduit plusieurs amendements dans le PLF 2023**

La Commission des Finances et du Budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a introduit plusieurs amendements dans le Projet de loi de Finances (PLF) de l'exercice 2023, lit-on dans le rapport préliminaire de la Commission rendu public mardi.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

## [Le PLF 2023 prévoit plusieurs mesures incitatives en faveur de l'investissement et de l'inclusion financière](#)



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé, mardi à Alger, que le Projet de loi de finances (PLF-2023) prévoyait de nouvelles mesures juridiques, notamment en matière d'investissement, de mobilisation des ressources, d'inclusion fiscale, de facilitation procédurale et de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

## Présentation du projet de Loi de finances pour 2023 à l'APN : La part belle aux dépenses à caractère social



Présenté, hier, par le ministre des Finances, à l'Assemblée populaire nationale, le projet de loi de finances pour 2023 (PLF-2023) introduira plusieurs mesures, notamment d'ordre social, en orientation des engagements du président de la République à augmenter les salaires, l'allocation chômage et les pensions de retraite, au regard des recettes supplémentaires engrangées en 2022.

## Impôt et fiscalité : Aucune nouvelle taxe pour les ménages

Le texte vise à prévenir de nouvelles hausses des prix et de nouvelles charges fiscales sur les ménages, puisque aucune nouvelle taxe n'a été introduite dans le PLF 2023. En revanche, de nombreuses mesures fiscales à même de promouvoir et soutenir l'investissement sont prévues.

## Le PLFC-2022 devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la Nation

Le ministre des Finances a également présenté, lundi à Alger, le projet de loi de finances complémentaire (PLFC-2022) devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, affirmant que cette loi prévoit plusieurs mesures de redressement liées à la loi de finances de 2022 et destinées essentiellement à la couverture des dépenses supplémentaires.



## Les traces du réalisme

La création d'emplois et l'exploitation des énergies humaines sont des mesures susceptibles d'insuffler une nouvelle dynamique à l'épanouissement de la société. Cet objectif est compréhensible, si l'on se réfère aux mesures visant la revalorisation des salaires, des pensions de retraite et de l'allocation chômage. Les données des chemins nouveaux passent en partie par une relance économique, à travers le renforcement de la croissance et la consécration d'une économie durable créatrice de richesse et de postes d'emploi.



## PLF 2023 : Préserver les acquis sociaux et booster l'économie

Le projet de loi de finances (PLF 2023) a été élaboré, cette année, dans un contexte macroéconomique budgétaire très particulier. La crise qui prévaut sur les marchés mondiaux des aliments et des matières premières a amené les pouvoirs publics à prévoir des mesures à même d'atténuer l'impact de cette crise sur le pouvoir d'achat des citoyens et préserver les acquis sociaux.



## Lutte contre le blanchiment d'argent : Les efforts de l'Algérie salués

La deuxième journée du 18esommet bancaire maghrébin, que l'Algérie a abrité, a été consacrée à la conformation aux normes internationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent mais aussi à la présentation du rapport annuel de l'Union des banques maghrébines (UBM).



## Les députés préconisent la réduction des droits et taxes : Les particuliers ne seront autorisés à importer qu'un seul véhicule tous les trois ans.

La commission des finances et du budget de l'APN propose des amendements aux dispositions de l'article 66 visant à faciliter l'importation des véhicules de moins de 3 ans d'âge. Les députés tendent ainsi à encourager l'achat de véhicules électriques et à renouveler le parc automobile, ancien et polluant.



### [Avec la publication, demain, du cahier des charges :Marché de l'Automobile : la reprise](#)

Dès la fin du premier trimestre 2023 ou un peu avant, l'activité automobile sera de retour aussi bien par la fabrication que par la distribution. Les premiers signes d'une reprise du marché automobile algérien sont bien là.



### [Benabderrahmane aux Assises nationales de la société civile :«Nous voulons une société libre et responsable»](#)

Les participants devront débattre des voies et moyens de renforcer le rôle de la société civile et ses actions inclusives, en vue d'une démarche consensuelle efficace. Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a procédé, hier, au nom du président de la République à l'inauguration des premières Assises nationales de la société civile au Palais des nations.



### [APN : Kassali présente le projet de loi de finances 2023](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté, mardi, le projet de loi de finances (PLF 2023) devant l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une séance plénière présidée par M. Brahim Boughali, président de l'APN, en présence de membres du Gouvernement.



### [Le PLFC 2022 devant le Conseil de la nation: 39 mds USD d'exportations d'hydrocarbures prévus à fin 2022](#)

Les dépenses budgétaires, qui ont connu une hausse assez importante en 2022, ont été corrigées par la loi de finances complémentaire 2022. C'est ce qui a été souligné par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, lors de la présentation, lundi dernier, du projet de loi de finances complémentaire (PLFC - 2022) devant la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, où il a affirmé que ladite loi prévoit plusieurs mesures de redressement liées à la loi de finances 2022 et destinées essentiellement à la couverture des dépenses supplémentaires, dues à la hausse des prix de certains produits alimentaires sur le marché mondial et autre régularisation entraînée par la hausse des salaires et l'octroi de l'allocation de chômage.



## [Constructeurs et concessionnaires automobiles: Le cahier des charges dévoilé demain](#)

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a présidé, lundi, une réunion du Conseil des ministres, au cours de laquelle ont été examinés deux projets de lois, en plus de la présentation d'exposés sur le programme complémentaire de développement de la wilaya de Tissemsilt, la création de l'Agence nationale de dessalement d'eau et le suivi de la mise en œuvre de la feuille de route pour le développement de la flotte nationale de transport maritime de marchandises.



## [Récupération des fonds détournés : changer de méthode](#)

Il s'agit là de l'un des engagements les plus importants de la campagne électorale du président Tebboune: la récupération des biens et des fonds détournés. Opération complexe, à commencer par la difficile traçabilité des détournements, l'exigence légale du prononcé de jugements définitifs, ou encore l'identification des biens et des fonds transférés sur des comptes inconnus (comptes non domiciliés et comptes numérotés offshore).



## [Kassali présente le projet de loi de Finances 2023](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté, mardi, le projet de loi de Finances (PLF 2023) devant l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une séance plénière présidée par M. Brahim Boughali, président de l'APN, en présence de membres du Gouvernement. Le PLF 2023 a été élaboré sur la base d'un prix référentiel prévisionnel du baril de pétrole de 60 dollars pour la période entre 2023 et 2025, un taux de croissance moyen de 4,1% en 2023 et de 4,4% en 2024 et un niveau d'inflation de 5,1% en 2023 et de 4,5% en 2024 et 4,0% en 2025.



### Présentation du PLFC 2022 devant la commission des affaires économiques et financières

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a présenté, lundi à Alger, le projet de loi de Finances complémentaire (PLFC – 2022) devant la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, affirmant que cette loi prévoit plusieurs mesures de redressement liées à la loi de Finances 2022 et destinées essentiellement à la couverture des dépenses supplémentaires.



### LF-2023: le taux de croissance économique connaîtra une tendance haussière à l'horizon 2025

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé, mardi à Alger, que le taux de croissance économique en Algérie devrait enregistrer une tendance haussière à l'horizon 2025 poussé par les performances de plusieurs secteurs, précisant que le Gouvernement tablait sur un taux de croissance de 4,1% en 2023.



### APN : Kassali présente le projet de loi de finances 2023



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté ce mardi, le projet de loi de finances (PLF 2023) devant l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, en présence de membres du Gouvernement.

## RAPPORT PRÉLIMINAIRE DU PLF- 2023 : Pour une gestion proactive du budget



Dans la foulée de la présentation lundi du PLFC-2022, devant la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, ce dernier a présenté hier le rapport préliminaire du PLF- 2023, devant l'Assemblée populaire nationale, lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, en présence de membres du Gouvernement.



### APN: Kassali présente le projet de loi de finances 2023

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté, mardi, le projet de loi de finances (PLF 2023) devant l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une séance plénière présidée par M. Brahim Boughali, président de l'APN, en présence de membres du Gouvernement.



### [Kassali : le taux de croissance devrait s'établir à 4,1% l'année prochaine](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a fait savoir, ce mardi, lors d'une séance plénière à l'Assemblée, consacrée à la présentation du projet de loi de finances « PLF-2023 », que le taux de croissance devrait s'établir à 4,1% au titre de l'année prochaine, rapporte l'agence officielle.



### [Kassali présente le projet de loi de finances 2023 : «Le taux de croissance économique connaîtra une augmentation à l'horizon 2025»](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté, ce mardi, le projet de loi de finances (PLF 2023) devant l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, en présence de membres du gouvernement.



### [Le projet de loi de finances complémentaire 2022 présenté au Sénat: Maintenir et améliorer les subventions de l'Etat aux catégories vulnérables](#)

Le projet de loi de finances complémentaire (PLFC 2022) a été présenté, hier, par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, devant la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation. Plusieurs mesures de redressement liées à la loi de finances 2022 et destinées essentiellement à la couverture des dépenses supplémentaires ont été prévues.



### [Algérie : excédent de la balance commerciale et hausse des réserves de change](#)

Le ministre des Finances a révélé qu'un excédent de la balance commerciale a été enregistré cette année en Algérie. Dzair Daily vous en dit plus à ce sujet dans la suite de cet article du mardi 15 novembre 2022.



## Alors que l'exécutif projette des augmentations salariales: L'inflation toujours en hausse

Les textes d'application portant sur l'augmentation des salaires, des pensions de retraite et de l'allocation de retraite seront prêts avant la fin de l'année. Le versement de ces hausses interviendra dès janvier 2023.



### كسالى يعرض مشروع قانون المالية 2023 على المجلس الشعبي الوطني

شرح وزير المالية، إبراهيم جمال كسالى، اليوم الثلاثاء، في عرض مشروع قانون المالية لسنة 2023 على المجلس الشعبي الوطني، خلال جلسة علنية ترأسها السيد إبراهيم بوغالي، رئيس المجلس بحضور عدد من أعضاء الحكومة.



### وزير القطاع يعرض مشروع قانون المالية أمام نواب البرلمان

أكبر ميزانية للجزائر.. 2023.

يرتقب أن تصل نفقات الميزانية للسنة المقبلة 13 ألفا و786.8 مليار دينار موزعة على نفقات التسيير التي سترتفع إلى 9767.6 مليار دينار، بزيادة تقارب 27 بالمائة، مع ارتفاع نفقات التجهيز إلى 4019.3 مليار دينار أي بزيادة تصل 2.7 بالمائة، مقارنة مع أرقام قانون المالية التكميلي للسنة الجارية، وهي أعلى ميزانية في تاريخ الجزائر منذ الاستقلال. كما سينتقل عجز الميزانية، وفقا لعرض قدمه وزير المالية إبراهيم جمال كسالى، الثلاثاء، أمام نواب البرلمان، بخصوص مشروع قانون المالية لسنة 2023 من 4092.3 مليار دينار في تنبؤات الإغلاق لسنة 2022، إلى عجز متوسطه 5720 مليار دينار خلال الفترة 2023-2025.



## 1376 مليار دينار لتغطية الزيادات المرتقبة في الأجور ومنحة البطالة

أعلن وزير المالية إبراهيم جمال كسالي يوم الثلاثاء، تخصيص احتياطي بقيمة 1376 مليار دينار، في ميزانية 2023، لتغطية الزيادات المنتظرة في الأجور وفي منحة البطالة. جاء ذلك في تقديم الوزير لمشروع قانون المالية 2023، أمام نواب المجلس الشعبي الوطني، في جلسة عامة لمناقشة المشروع.



## تخص الخدمات التكميلية والصعوبات التقنية الطارئة على التكلفة التقديرية الحكومة تضبط آليات تقييم مشاريع الاستثمار العمومي

حددت وزارة المالية كليات تطبيق إجراء تقييم مشاريع الاستثمار العمومي من طرف المفتشية العامة لمصالح الميزانية للتقييم، ونهت إلى أن تقييم المشروع الاستثماري العمومي يتمثل في تقدير شروط إنجاز وتسيير المشروع، ويتضمن أيضا قياس مدى تأثير تحديد الأهداف الموضوعية لإنجاز المشروع والأشغال والخدمات التكميلية والصعوبات التقنية غير المتوقعة على التكلفة التقديرية للمشروع.



## ضمن مداخلات النواب في مشروع قانون المالية 2023 الترخيص باستيراد سيارات أقل من 5 سنوات وتخفيف الرسوم

انصبت جل مداخلات نواب المجلس الشعبي الوطني في أول يوم من عرض مشروع قانون المالية لسنة 2023 حول ملف استيراد السيارات المستعملة والجديدة، مطالبين بتخفيف الرسوم ومنح المواطنين إعفاءات جديدة، وإتاحة استيراد مركبات أقل من 5 سنوات بدل 3 سنوات، وحافلات أقل من 10 سنوات، مع منح ضمانات لحماية مدخرات الخزينة. وبهذا الصدد، رافع البرلمان عن كتلة الأحرار، عبد القادر قوري، في مداخلته لصالح تمديد إجراء استيراد السيارات إلى الأقل من 5 سنوات بدلا من 3 سنوات، مع تحديد الاستفادة بمرة واحدة كل خمس سنوات، ونفس الشيء بالنسبة للشاحنات والحافلات بـ10 سنوات.



### النواب يثمنون تدابير دعم الاستثمار ورفع الأجور

أشاد عدد من نواب المجلس الشعبي الوطني بما تضمنه مشروع قانون المالية لسنة 2023 من تدابير خاصة تلك المتعلقة بتحفيز الاستثمار ورفع الأجور ومنحة البطالة والتقاعد، واعتبروا أن هذه التدابير قادرة على بعث الديناميكية المنشودة. و ثمن بعض المتدخلين رفع ميزانية الدولة، وحثوا على اتخاذ إجراءات مصاحبة لها لاسيما فيما يخص استكمال الرقمنة وذلك من أجل تدارك التأخر ومواكبة الإقلاع الاقتصادي.



### تدابير للتكفل بعمال المؤسسات محل أحكام نهائية في إطار قضايا الفساد

أفاد وزير المالية، جمال ابراهيم كسالي، أن مشروع قانون المالية التكميلي تضمن تدابير تسمح بالتكفل بعمال المؤسسات الاقتصادية. التي كانت محل أحكام نهائية تقضي بمصادرة أملاكها في إطار قضايا الفساد. كما أكد كسالي، أنه تضمن تدابير تتكفل بمنحة البطالة التي تم تعديل مقاييسها وتعزيز برامج الاستثمار العمومي لبعض الولايات. وكذا إنجاز منشآت الصحية.

## DÉBAT SUR LE PLF À L'APN

# Plus de 250 interventions attendues

**LE DÉBAT** sur le PLF peut commencer. Traditionnellement, ce sont les séances les plus suivies et les plus importantes pour les députés des différents groupes parlementaires et les ministres du gouvernement du Premier ministre Aimene Benabderrahmane. Plus de 250 interventions de députés ont été programmées dans le cadre du débat du Projet de loi de finances 2023, selon le programme élaboré par l'APN.

Lors d'une séance plénière présidée par M. Brahim Boughali, président de l'APN, consacrée à la présentation du projet de loi de finances «PLF-2023» à l'Assemblée populaire nationale, le ministre des Finances, M. Brahim Djamel Kassali a fait savoir que le taux de croissance devrait s'établir à 4,1% au titre de l'année prochaine, puis à 4,4% en 2024 et 4,6% en 2025, du fait des performances de tous les secteurs à l'exception de celui des hydrocarbures qui connaîtra une certaine stabilité en 2023 et 2025.

Le ministre a souligné, dans ce sens, que le secteur de l'Agriculture devrait enregistrer un taux de croissance de 6,9% en 2023, 5,5% en 2024 et 5,7% en 2025, alors que celui de l'Industrie devrait enregistrer un taux de 8,5% en 2023, puis 9,6% en 2024 et 9,3 en 2025.

Le secteur du Bâtiments et Travaux publics (BTP) devrait enregistrer un taux de croissance de 5,6% en 2023, 3,9 en 2024 et 4,5% en 2025.

Après avoir affirmé que le projet de loi «consacrera un nouveau mode de gouvernance financière publique reposant sur le budget des programmes et des objectifs», le ministre a rappelé que l'Etat avait poursuivi, en dépit de la conjoncture internationale difficile, l'opération de relance économique à travers le renforcement de la croissance et la consécration d'une économie durable créatrice de richesse et de postes d'emploi. L'année 2023 sera marquée par la poursuite des efforts et des

mesures prises durant l'année en cours visant à préserver et à renforcer le pouvoir d'achat des citoyens à travers la révision de la grille indiciaire des salaires et la revalorisation de l'allocation chômage, outre le renforcement du programme d'investissement public et privé pour garantir une croissance globale», a-t-il poursuivi.

Le PLF-2023 a été élaboré sur la base d'un prix référentiel prévisionnel du baril de pétrole de 60 dollars pour la période entre 2023 et 2025, un taux de croissance moyen de 4,1% en 2023 et de 4,4% en 2024 et un niveau d'inflation de 5,1% en 2023 et de 4,5% en 2024 et 4,0 en 2025, selon les données du ministre.

Le PLF prévoit pour l'année prochaine une augmentation des recettes budgétaires totales à 7.901,9 milliards de DA et les dépenses à 13.786,8 milliards de DA, réparties sur les dépenses de fonctionnement qui augmenteront à 9.767,6 milliards de DA (+26,9%) et les dépenses d'équipe-

ment qui seront en hausse à 4.019,3 milliards de DA (+2,7%) par rapport à la loi de finances complémentaire de 2022.

Concernant la répartition du budget de fonctionnement, le projet de loi a affecté 3.037,41 milliards de DA à la prise en charge des dépenses de l'augmentation des salaires des fonctionnaires relevant de l'administration centrale et des services centraux (+23,55 % par rapport à 2022).

Cette augmentation s'explique principalement par l'augmentation de l'impact financier résultant de la prise en charge de la révision de la grille indiciaires des salaires et des systèmes des salaires des fonctionnaires, inclus en avril 2022, ainsi que de la prise en charge de l'impact financier de l'intégration des bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle et le changement des contrats d'activités d'insertion sociale en contrats à durée indéterminée (CDI).

**Mohamed Kouini**

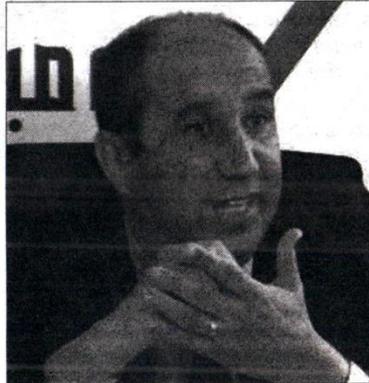
**LOI DE FINANCES 2023**

# Une priorité : préserver le pouvoir d'achat

*La loi de finances 2023 vise à préserver le pouvoir d'achat des citoyens et à augmenter les salaires, selon les déclarations faites hier mardi par l'économiste El Houari Tighersi en commentant le communiqué du dernier Conseil des ministres dans lequel le président de la République M. Abdelmdjid Tebboune a donné des instructions concernant les augmentations des salaires.*

Invité de la matinale de la Chaîne 1 de la Radio nationale, l'économiste est revenu sur les directives du président de la République qui avait chargé le gouvernement de «préparer les textes d'application qui permettront d'augmenter les salaires, les allocations de retraite et les allocations de chômage, pour commencer à verser des augmentations immédiatement après l'approbation par le Parlement du projet de loi de finances 2023, soit à compter de janvier prochain».

Selon l'orateur, l'augmentation prévue dans la loi de finances 2023 s'élève à 1 376 milliards DZD. «Cette augmentation étant liée au point indiciaire et à l'allocation chômage, les pensions de retraite, le droit du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle, ainsi qu'au dispositif d'activité d'insertion sociale.»



En effet, pour soutenir le pouvoir d'achat des citoyens et amortir l'effet de l'inflation sur les ménages, plusieurs mesures ont été prises ces dernières années par le gouvernement, dont une augmentation de 14 à 16% des salaires, une hausse de 2 à 10% des pensions de retraite et une allocation de 13 000 dinars par mois aux chômeurs.

L'expert en économie a précisé que la loi de finances 2023 «est une loi sociale par excellence, et vise à préserver le pouvoir d'achat des citoyens, à augmenter les salaires et à soutenir les produits alimentaires de base».

Il a souligné la nécessité de prêter attention aux investissements dans les prochaines étapes, notamment en ce qui concerne les produits alimentaires et la politique agricole en général dans l'objectif de parvenir à la sécurité alimentaire espérée.

Concernant la Caisse nationale de retraite, l'invité de la matinale a précisé qu'une stratégie et une carte devraient être élaborées bientôt dans l'objectif d'attirer les expatriés et leur contribution au fonds de retraite. L'économiste s'est montré satisfait des dernières décisions du président de la République relatives à la fabrication et à l'importation de voitures, en fixant une feuille de route, un cahier des charges, et accordant des privilèges à ceux qui activent dans le domaine de la fabrication et de l'importation de voitures.

Pour rappel, le projet de loi de finances 2023, qui a atterri au Parlement, a prévu des dispositions visant à faciliter l'importation des véhicules de moins de 3 ans précisément, l'article 66 amendant et complétant l'article 110 de la loi de finances 2020.

Cette disposition vise aussi la suppression de la restriction «une fois tous les trois ans» et l'annulation de l'exigence au particulier d'importer «sur ses devises propres, par débit d'un compte devises, ouvert en Algérie».

**Ilhem Tir**

**IMPORTATION DE VÉHICULES**

# Les députés veulent plus de facilitations

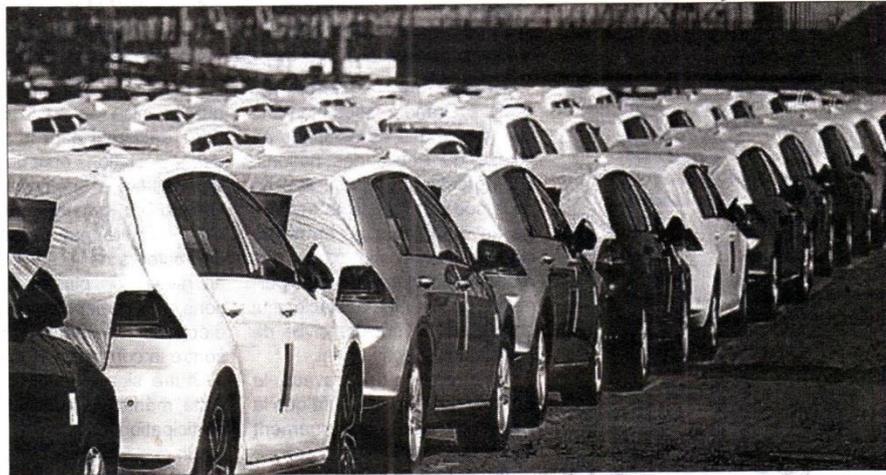
*Les membres de l'Assemblée populaire nationale plaident pour l'élargissement des possibilités d'importation d'un véhicule utilitaire de moins de trois ans.*

**Mohammed K. - Alger (Le Soir)** - Dans son rapport préliminaire du projet de la loi de finances pour l'année 2023 en débat depuis hier mardi au niveau de l'Assemblée populaire nationale, la commission des finances et du budget de la Chambre basse du Parlement a plaidé pour l'amendement de l'article 66 dudit projet de loi inhérent à l'importation des véhicules utilitaires de moins de trois ans avec comme objectif de permettre aux citoyens à moyens revenus d'importer des voitures à des prix accessibles.

Ainsi, en plus de plaider pour une importation tous les trois ans alors que le texte du gouvernement ne limite pas le nombre des acquisitions de véhicules, les députés préconisent une baisse des frais des droits et des taxes de l'ordre de 80% pour les véhicules électriques.

Pour les véhicules à moteur essence ou hybrides (essence et électrique), les députés proposent une baisse de 50% des droits et taxes pour une cylindrée de moins de 1 800 cm<sup>3</sup> contre 30% comme le propose l'exécutif alors qu'ils préconisent une baisse de 30% pour les cylindrées supérieures à 1 800 cm<sup>3</sup>.

Ceci au moment où ceux qui opteront pour des véhicules Diesel ou hybrides (Diesel électrique) devront payer la totalité



des droits et taxes exigibles sans aucun avantage.

Et lors des débats, des intervenants ont proposé de permettre l'importation de véhicules de moins de cinq ans mettant en avant la cherté des voitures de moins de trois ans actuellement sur le marché mondial.

Il est également proposé de porter le chiffre d'affaires annuel de l'auto-entrepreneur de cinq millions (5 000 000) de dinars à un plafond de huit millions (8 000 000) de dinars comme mentionné dans l'article 49 dudit projet de loi tout comme l'introduction d'une nouvelle disposition portant sur la prorogation de fonds d'affectation spéciale n°138-302 portant lutte contre le cancer. Les députés plaident également pour le prolongement de la procédure portant conformité des constructions.

Il faut rappeler que ce PLF 2023 a été élaboré, selon le

ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, sur la base d'un prix référentiel prévisionnel du baril de pétrole de 60 dollars pour la période entre 2023 et 2025, avec un taux de croissance moyen de 4,1% en 2023 et de 4,4% en 2024 et un niveau d'inflation de 5,1% en 2023 et de 4,5% en 2024 et 4,0 en 2025. Un texte qui prévoit également pour 2023, une augmentation des recettes budgétaires totales à 7.901,9 milliards de dinars et 13.786,8 milliards de dollars de dépenses, réparties sur les dépenses de fonctionnement, qui augmenteront à 9.767,6 milliards de dinars (+26,9%) et les dépenses d'équipement qui seront en hausse à 4.019,3 milliards de dinars (+2,7%) par rapport à la loi de finances complémentaire (LFC) 2022.

Ce qui fait que le déficit budgétaire passera de 4 092,3 milliards de dinars (-15,9 du PIB)

dans les prévisions de clôture pour 2022 à un déficit moyen de 5 720,0 milliards de dinars sur la période 2023-2025 (-20,6% du PIB).

Aussi, les recettes des exportations de biens devraient atteindre en 2023 un montant de 46,3 milliards de dollars américains, contre 44,4 milliards de dollars dans les prévisions de la LFC 2022. Des recettes qui devraient enregistrer une «légère hausse» à 46,4 milliards de dollars en 2024 et à 45,8 milliards de dollars en 2025.

Les députés devront poursuivre les débats autour de ce projet de loi de finances 2023, aujourd'hui mercredi et demain jeudi dans la matinée, avant que le ministre des Finances ne réponde à leurs interrogations dans l'après-midi. La plénière dédiée au vote de ce texte est prévue, elle, mardi prochain.

**M. K.**

## Alliance Assurances lance son nouveau site web

La compagnie algérienne Alliance Assurances a présenté, hier mardi, en marge du salon «Digitech», son nouveau site web marchand ainsi qu'une application mobile qui faciliteront les transactions et les interactions en ligne avec les clients.

Massiva Zehraoui - Alger (Le Soir) - Le P-dg de la compagnie, Hassen Khelifati qui a animé une conférence de presse à cet effet, a présenté les nouveaux modes d'interaction d'Alliance Assurances, en précisant que cette nouvelle plateforme a pour objectif d'améliorer ses services et ses produits. Dans le détail, il a fait savoir que ces nouveaux services permettront aux clients de souscrire en ligne à sept produits d'assurances, à savoir : «l'assurance automobile, l'assurance multirisque habitation (MRH), l'assurance multirisque professionnelle, l'assurance catastrophe naturelle (CAT-NAT), l'assurance scolaire, l'assurance bateau de plaisance et enfin, l'assurance start-up».

Hassen Khelifati notifiera que la pré-déclaration et le tracking des sinistres, le devis ainsi



que la livraison des contrats à domicile «sont également accessibles sur cette nouvelle plateforme, qui est une première dans le marché algérien», souligne-t-il.

Le P-dg d'Alliance Assurances a dans le même contexte expliqué que le service e-paiement est opérationnel via les cartes de paiement CIB et Eddahabia. Il garantit sur ce plan que «la sécurité des transactions électroniques est totalement garantie sur la plateforme». De

quoi rassurer les personnes qui hésitent à recourir au paiement en ligne.

Par ailleurs, Alliance Assurances a dans le même sillage mis au point une application mobile «MyAlliance», téléchargeable sur Play Store et App Store. Les responsables de la compagnie ont exprimé leur volonté d'adapter leurs prestations afin d'encourager le développement d'un écosystème propice à l'émergence d'une économie digitale numérique.

Afin de simplifier le parcours au client, Hassen Khelifati a indiqué qu'un contrat a été signé avec la start-up Piassa, «qui compte désormais parmi ses partenaires privilégiés».

Piassa est une plateforme digitale qui permet de trouver facilement les pièces de rechange d'un véhicule, tout en assurant la livraison de ces derniers jusqu'au domicile du client. Pour appuyer la démarche de cette compagnie d'assurances, les fondateurs de cette start-up créée en 2021 ont assuré que les clients d'Alliance Assurances bénéficieront de prix préférentiels.

Dans le même registre, les représentants d'Alliance Assurances ont aussi annoncé le lancement du Centre de relation client, accessible via deux numéros le 33 15 et le (021) 379 379.

Hassen Khelifati a, d'autre part, salué les «efforts de l'État dans le domaine de la transformation digitale et numérique. Digitaliser les services d'Alliance Assurances est ainsi une manière d'encourager la numérisation des institutions et autres entreprises du secteur, et par voie de conséquence, attirer davantage de clients.

M. Z.

## RÉCUPÉRATION DE L'ARGENT VOLÉ

# La coopération commence à porter ses fruits

*Le processus de récupération de l'argent et des biens issus de la corruption à l'étranger évolue positivement. Il a été évoqué ce lundi dans un communiqué de la présidence de la République sanctionnant le Conseil des ministres qui s'est déroulé le même jour.*

**Abla Chérif - Alger (Le Soir)** - Dans le texte en question, le chef de l'État a en effet «exprimé sa satisfaction face à la coopération perçue chez certains pays européens concernant le recouvrement des fonds détournés». Explicitement, cela veut dire que les demandes introduites par l'Algérie pour récupérer tout l'argent issu de la corruption et transféré à l'étranger ont reçu un écho favorable de la part des autorités de certains pays. Ces États n'ont pas été cités mais le communiqué précise qu'il s'agit de pays européens, ce qui est important en soi, car le continent en question est le plus sollicité en matière de récupé-

ration de cet argent. Dans le cadre de la lutte anti-corruption, les autorités algériennes ont dépêché plus de deux cents commissions rogatoires à l'étranger et près de 150 d'entre elles ont travaillé en Europe où se concentrent particulièrement les comptes en banque en devise et même les biens acquis avec l'argent de la corruption des personnes actuellement incarcérées.

Les enquêtes judiciaires et les procès qui s'enchaînent depuis près de trois ans maintenant ont révélé les noms des principaux pays européens vers lesquels s'étaient dirigés les anciens oligarques et ministres inculpés et détenus pour corruption.

La France, la Suisse, l'Italie, le Portugal, l'Espagne et l'Italie viennent en tête de liste. En 2020, les requêtes de l'Algérie se sont toutefois heurtées à des résistances, et le fait a été très clairement exprimé par l'ex-ministre de la justice, Belkacem Zeghmati.

Lors d'une prise de parole publique, ce dernier avait déclaré que la récupération de cet argent ne devait être soumise à aucune condition et que le processus devait se mener en vertu des traités qui ont été ratifiés par l'Algérie et ses partenaires. C'est aussi une époque, faut-il le rappeler, durant laquelle les détenus ciblés par ces opérations n'avaient pas encore tous fait l'objet de condamnations définitives et il s'agit là d'une condition sine qua non pour entamer les procédures de récupération. La volonté politique des États européens est aussi un élément primor-

dial car ils constituent le principal frein dans ce genre d'affaires.

La situation semble cependant avoir évolué depuis, et on le comprend bien à travers le communiqué de la présidence de la République qui a également appelé «les institutions de l'État à poursuivre la lutte contre toute forme de corruption, quelles qu'en soient les ramifications, en coordination avec les instances et pays concernés». Ceci veut dire en clair qu'il y a des échanges qui se mènent et qu'ils sont en bonne voie, puisque c'est le terme «coordination» qui est utilisé dans le texte. Ces échanges peuvent aussi être d'ordre divers et englober aussi bien la localisation de l'argent, des biens que des personnes. Tout l'argent récupéré sera centralisé, comme on le sait, au niveau de l'Agence nationale de gestion des biens gelés, saisis et

confisqués. Au cours du Conseil des ministres qui s'est déroulé ce lundi, le chef de l'État a instruit l'exécutif afin que soit enrichi le projet de loi portant sur la création de cette agence. Abdelmadjid Tebboune veut rendre moins contraignante et moins lourde la procédure de récupération. Le texte évoque en effet la mise en place de mécanismes «plus flexibles en termes de recouvrement des biens de l'État et alléger les procédures bureaucratiques, de façon à permettre de récupérer tous les fonds détournés».

La même source évoque enfin le besoin de faire «preuve de réalisme dans le traitement des dossiers de lutte contre la corruption, à travers l'adoption de mécanismes simplifiés directs, loin des complications qui tendent à faire perdurer ce phénomène».

A. C.

COMMENTAIRE

## DES ENGAGEMENTS ET DES ACTES

Par Nadia Kerraz

**U**ne nouvelle fois, le chef de l'Etat a démontré que ses engagements pris et annoncés ne sont pas des paroles en l'air ou qu'ils relèvent de la démagogie d'un responsable en mal de populisme. Loin s'en faut. Et si preuve devait être donnée, si tant est d'aucuns auraient pu nourrir ne serait-ce qu'un infime soupçon de doute quant à la sincérité de sa démarche, il suffit de revenir à ses prises de parole lors des différents Conseils des ministres qu'il préside depuis son investiture. Et dans ce registre, force est de souligner que la dernière réunion tenue ce lundi, loin de constituer une exception, est venue confirmer la règle. En effet, ce Conseil des ministres s'inscrit dans la ligne de conduite que le chef de l'Etat s'est imposée depuis son entrée en fonction en 2019. Preuve en est, après la présentation de l'ordre du jour et du bilan des activités du gouvernement au

cours des deux dernières semaines par le Premier ministre, le président Tebboune est intervenu pour donner ses nouvelles instructions sur nombre de dossiers qui intéressent en premier lieu le citoyen algérien. Les instructions qu'il n'a eu de cesse de donner servent ses intérêts et témoignent de la détermination du président de la République à préserver le caractère social de l'Etat Algérie. Il est impossible de dresser une liste exhaustive de toutes les décisions prises dans ce sens. Il reste aussi qu'il faut souligner qu'elles sont toutes des indicateurs du caractère prioritaire que revêtent les conditions de vie du citoyen pour le chef de l'Etat. Il en est ainsi de l'instruction donnée ce lundi au gouvernement de préparer les textes d'application relatifs à l'augmentation des salaires, des pensions de retraite et de l'allocation chômage pour entamer le versement des augmentations à compter de janvier 2023. Le président Tebboune avait ordonné, en août dernier, au gouvernement de procéder à la révision de l'allocation chômage et de la liste des bénéficiaires, des salaires des travailleurs et des pensions de retraite, en adéquation avec les équilibres financiers, en vue de leur introduc-

tion dans la loi de finances 2023. Et s'il faut citer un autre dossier où la détermination du chef de l'Etat à honorer ses engagements apparaît clairement, il y a lieu de mentionner celui de la récupération de tous les biens et fonds détournés. Ainsi, alors qu'il aurait pu se contenter de la mouture présentée ce lundi par le gouvernement relative à la création de l'agence chargée de la gestion des biens gelés, confisqués ou détournés, il a décidé au contraire de l'instruire à l'effet d'enrichir le projet de loi relatif à cet organe, en tenant compte de plusieurs points, dont «la définition des mécanismes plus flexibles en termes de recouvrement des biens de l'Etat et l'allègement des procédures bureaucratiques», de façon à permettre de récupérer tous les fonds détournés «et mal acquis, tout en faisant preuve de réalisme dans le traitement des dossiers de lutte contre la corruption, à travers l'adoption de mécanismes simplifiés directs, loin des complications qui tendent à faire perdurer ce phénomène». C'est dire que le président Tebboune ne se contente pas de prendre des engagements. Il les traduit en actes.

■ N. K.

## SOMMET BANCAIRE MAGHRÉBIN

### Les avantages et les défis de la numérisation du secteur soulignés

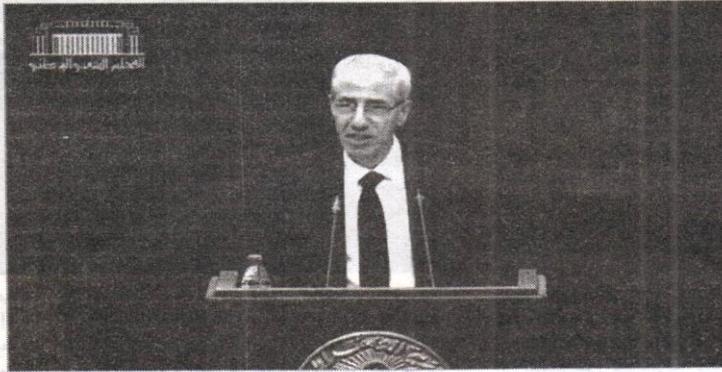
Les avantages de la numérisation du secteur bancaire des pays du Maghreb arabe, tels que la possibilité d'adapter le service au profit du citoyen, ainsi que les défis sécuritaires de cette évolution ont été soulignés, lundi à Alger, par les responsables institutionnels et experts des secteurs bancaire et monétaire lors de la 18e session du sommet bancaire maghrébin. A cet effet, le gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb, a estimé dans une allocution, lors de la cérémonie d'ouverture de ce sommet, qu'il est nécessaire de créer des professions et des produits nouveaux, ainsi qu'un cadre réglementaire adapté aux évolutions du secteur et aux nouvelles habitudes numériques des citoyens. La vitesse des télécommunications et le développement de l'utilisation des téléphones mobiles et de l'internet haut débit imposent la modernisation des pratiques financières et l'adaptation des stratégies bancaires avec les besoins des opérateurs économiques et des citoyens, a également indiqué M. Taleb. *«Il faut que l'activité monétaire soit numérique dès aujourd'hui, avec tout ce qu'apporte cette transformation comme innovations, défis et opportunités»*, a-t-il insisté. Rappelant que la crise sanitaire du Covid-19 a permis d'accélérer cette transformation digitale dans son ensemble et dans le secteur bancaire en particulier, le Gouverneur de la Banque d'Algérie a fait savoir que *«cela doit contribuer à renforcer la stabilité et la résilience du secteur pour faire face aux chocs actuels et futurs qui le menacent»*. De plus, a-t-il dit, la problématique de la sécurité reste *«essentielle»* au vu de la sensibilité et de la quantité des données échangées avec la numérisation des procédés. Dans ce cadre, il a appelé les banques à adopter *«la plus grande vigilance»* face aux menaces des cyber-crimes. Pour sa part, le président de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF), Lazhar Latrache, a affirmé que la sécurité des données est un thème *«important»* pris en compte par les banques, rappelant l'existence, au sein de l'ABEF, d'une commission spécialisée pour la sécurité des systèmes d'information des banques algériennes. Signe de l'évolution des banques nationales, notamment à travers les services numériques proposés et leur modernisation, M. Latrache a fait savoir que la banque qu'il dirige, la Banque Extérieure d'Algérie (BEA), en l'occurrence, a été récemment classée par une revue spécialisée internationale à la 11 place parmi 200 banques sur le plan africain dans ce domaine.

نفقات التسيير تضاعفت بأكثر من الربع لأول مرة في الجزائر

## هكذا رفع استحقاق "بريكس" وزيادات الأجور والمنح ميزانية 2023

5 خيارات لتمويل الاستثمار و"بجوحة" النفط قد تستمر 7 سنوات

يرتقب أن تصل نفقات الميزانية للسنة المقبلة 13 ألفا و786.8 مليار دينار موزعة على نفقات التسيير التي سترتفع إلى 9767.6 مليار دينار، بزيادة تقارب 27 بالمائة، مع ارتفاع نفقات التجهيز إلى 4019.3 مليار دينار أي بزيادة تصل 2.7 بالمائة، مقارنة مع أرقام قانون المالية التكميلي للسنة الجارية، وهي أعلى ميزانية في تاريخ الجزائر منذ الاستقلال.



إيمان كيموش

كما سينتقل عجز الميزانية، وفقا لعرض قدمه وزير المالية إبراهيم جمال كسالي، الثلاثاء، أمام نواب البرلمان، بخصوص مشروع قانون المالية لسنة 2023 من 4092.3 مليار دينار في تبوّات الإغلاق لسنة 2022، إلى عجز متوسطه 5720 مليار دينار خلال الفترة 2023-2025.

ويعتقد الخبير الاقتصادي، الدكتور إسحاق خرشي، في تصريح لـ"الشروق"، أن تخصيص ميزانية ضخمة عبر مشروع قانون المالية للسنة المقبلة، جاء بالنظر لمتطلبات المرحلة، والتي تفرض المزيد من الإنفاق، بالتوازي مع التوجه العام للدولة الجزائرية، وهو الرغبة في الإضمام لمجموعة "بريكس"، وبالتالي لا بد من رفع الناتج الداخلي الخام، مضيفا أنه "لا يمكن الانضمام دون تعزيز الاستثمارات، حيث ستتمسك هذه الميزانية الضخمة إيجابا على معدل النمو، الذي يجب أن يكتب من رقمين خلال السنوات المقبلة، أي أكثر من 10 بالمائة".

ومن جهة أخرى، يؤكد خرشي أن الظروف الاجتماعية اليوم، في الجزائر تتطلب المزيد من الإنفاق، الأمر الذي فرض رفع ميزانية التسيير خاصة كتلة الأجور عبر مشروع قانون المالية لسنة 2023، موضحا "هذا يدل أيضا على اهتمام الرئيس تبون بالمواطن، وإحساسه بالصعوبات التي يواجهها ووفائه بالمعهد الذي قدمه حينما قال إن زيادات الأجور ومنحة البطالة ومعاشات التقاعد ستماشى مع ارتفاع مداخيل المحروقات". ويقول المتحدث إن عملية صلب الزيادات ستنتقل بداية من صدور قانون المالية الجديد في الجريدة الرسمية، في حين اعتبرها في صالح رفع الإنتاج الداخلي الخام، لأن رفع الأجور يعني رفع التوظيف وتحقيق

أرباحا عالية من المحروقات خلال الفترة المقبلة، فضلا عن خيار اللجوء إلى سندات الخزينة أي الدين الداخلي لتمويل الاستثمار والمشاريع، وارتفاع عائدات الجباية النفطية وغير النفطية والعائدات المرتقبة من الصادرات خارج المحروقات والتي ستلاصق السنة المقبلة 10 مليارات دولار.

ومن جهته، يؤكد الخبير الاقتصادي، كمال خفاش، في تصريح لـ"الشروق" أن قرار الحكومة برفع الميزانية هذه السنة وتخصيص مبالغ ضخمة للتسيير -أزيد من 9 ألاف مليار دينار- مرده إلى الزيادات المرتقبة في الأجور والمنح والملاوات ورغبة الحكومة في تحسين الوضع الاجتماعي للمواطن الجزائري، فضلا عن رفع التجميد عن المشاريع المتوقفة والعودة للاستثمار وتسطير مشاريع جديدة.

ويرى خفاش أن مصدر تمويل الميزانية هي العائدات المرتفعة للنفط والغاز، في خضم استمرار الحرب الروسية الأوكرانية، متوقفا مداخيل قياسية للخزينة خلال الأشهر المقبلة.

الأرباح، وكلما زادت هذه الأخيرة انتمشت الخزينة، بينما عجز الموازنة وهو فرق الإيرادات والنفقات، لا يؤثر على مستوى النمو، بقدر ما يتأثر هذا الأخير بتراجع القدرة الشرائية للمواطن، ولذا فإن رفع نسبة النمو يفرض تحريك العجلة الاقتصادية، فالأهم -يقول خرشي- الاستثمار وتشجيع الاستهلاك ورفع التجميد عن المشاريع.

ويخصص مصادر التمويل، أو من أين ستأتي الدولة بالأموال لتغطية الميزانية الضخمة؟، يقول الخبير إن هنالك 5 خيارات متاحة أمامها، وهي احتياطي الصرف بالعملة الأجنبية الذي شهد ارتفاعا ملحوظا خلال الأشهر الأخيرة، حيث يظل هذا الأخير أحد الحلول المتاحة، رغم أنه غير مرجح اللجوء إليه، يضاف إلى عائدات النفط والغاز المرتفعة التي ستتمسك الخزينة، فهناك بعض التقارير التي تتحدث عن ارتفاع سعر النفط لـ7 سنوات أخرى، خاصة أن سوناطراك أعادت التفاوض مع شركائها بخصوص الأسعار، وبالتالي فالدولة ستتحقق

## وزير المالية جمال كسالي

# نسبة النمو الاقتصادي ستشهد ارتفاعا مستمرا حتى 2025

"يكرس نمطا جديدا لحوكمة المالية العمومية، قائما على أساس ميزانية البرامج والأهداف"، مبرزا أن الدولة واصلت "برغم السياق الدولي الصعب عملية الإنعاش الاقتصادي بتعزيز النمو وتكريس اقتصاد مستدام يخلق الثروة ومناصب الشغل".

وشرح قائلا إن سنة 2023 ستعرف مواصلة الجهود والإجراءات التي اتخذت خلال السنة الجارية والتي تهدف إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين ودعمها من خلال مراجعة الشبكة الاستدلالية للأجور ورفع منحة البطالة، علاوة على "تعزيز برنامج الاستثمار العمومي والخاص وتعزيزه لضمان النمو الشامل".

ج. ف.



إبراهيم جمال كسالي

العمومية نموا بـ5.6 و3.9، لتنتقل النسبة إلى 4.5 بالمائة سنة 2025. وأبرز ممثل الحكومة أن النمط الجديد لقانون المالية

● توقع وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، أمس، تسجيل نسبة نمو اقتصادي بـ4.1 بالمائة خلال سنة 2023 في نسق تصاعدي في الأعوام الثلاثة المقبلة.

وقال ممثل الحكومة في تقديمه لمشروع قانون المالية إنه من المتوقع تسجيل 4.4 بالمائة في 2024 ثم 4.6 بالمائة خلال سنة 2025، نتيجة أداء جميع القطاعات باستثناء المحروقات الذي سيسجل شبه استقرار في 2023 و2025.

وقال الوزير إن قطاع الفلاحة ينتظر أن يسجل نموا بـ6.9 بالمائة في 2023 و5.5 بالمائة في 2024 و5.7 في 2025 والصناعة سينمو بـ8.5 بالمائة في 2023 ثم 9.6 و9.3 بالمائة في 2025، فيما يرتقب أن يحقق قطاع البناء والأشغال

## أطلقت رسمياً موقعها الإلكتروني وتطبيقها الذكي "أليانس للتأمينات" تقود رقمنة قطاع التأمينات في السوق الوطنية

أطلقت شركة "أليانس للتأمينات"، رسمياً، موقعها الإلكتروني وتطبيقها على الهاتف الذكي، في إطار التحول الرقمي وتعميم استعمال التطبيقات الذكية في مختلف الخدمات، لاسيما أن الحلول التقنية المقترحة على الزبائن ضمن هذا الاتجاه تحمل العديد من المزايا والخدمات.

المتوقع أن تسترجع بضعة آلاف من الزبائن من خلال التوجه الجديد، خاصة وأن فئة كبيرة من زبائنها من الشباب، الأكثر استعمالاً للهواتف الذكية والتطبيقات الخاصة بها.

ولتحقيق الأهداف المسطرة، كشف حسان خليفاتي عن التحضير لإطلاق حملة ترويجية، خلال الأيام القليلة المقبلة، تطرح من خلالها الشركة جملة الميزات والخصائص التي تمثلها الخدمات الرقمية على مستوى الموقع الإلكتروني والتطبيق الذكي، واستند في هذا الشأن إلى إحصاء حوالي 35 ألف حساب يتواصل مع مختلف صفحات التواصل الاجتماعي الخاصة بالشركة.

وعلى هذا الأساس، أوضح الرئيس المدير العام لـ "أليانس للتأمينات" أن إطلاق هذا النوع من الحلول يقترح خدمات ومميزات كبيرة في مجال التأمينات، على غرار التأمين على السيارة من البيت، التصريح عن حادث عن بعد، ومتابعة ملف الزبون في جميع مراحل دون التنقل إلى الوكالة، فضلاً عن مجموعة من الخدمات الأخرى، كما هو الشأن بالنسبة لوضع تحت تصرف الزبائن رقمين يمثلان مركز التواصل مع الزبائن، أحدهما رقم قصير وآخر رقم هاتف عادي.

وأعلن خليفاتي، من الناحية المقابلة، عن التوقيع على اتفاقية مع المؤسسة الناشئة "بياسا"، وهي الأرضية الرقمية المتخصصة في قطاع غيار السيارات وقطع الهياكل، باعتبارها همزة وصل بين الموردين والزبائن الباحثين عن قطعة غيار معينة للسيارة.



نقال في الجزائر، وبالتالي فإن خدمات كثيرة أصبحت تنجز عبر الطرق الإلكترونية والرقمية. وأشار المتحدث، في سياق متصل، إلى أن مرحلة جائحة كورونا كشفت التخلف في مجال استعمال الرقمنة في القطاع المالي عامة، وفي سوق التأمينات على وجه الخصوص، وبالتالي كان من الضروري، كما أضاف، التفكير في إطلاق هذا النوع من الحلول التقنية، وذكر أن أليانس للتأمينات من

### سعيد بشار

● خلال الإعلان عن الأرضية الرقمية الجديدة، أكد الرئيس المدير العام لشركة "أليانس للتأمينات"، حسان خليفاتي، أن هذه الخطوة طوّرت من قبل كفاءات 100 في المائة جزائرية، بالتنسيق مع الشركة الناشئة "بي لينك"، لاسيما وأن الأرقام تشير إلى وجود حوالي 50 مليون هاتف

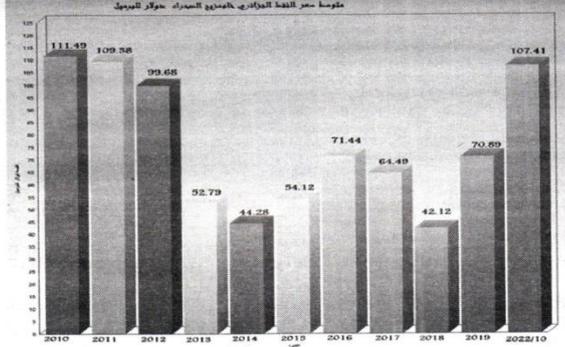
## أوبك خفضت توقعاتها بشأن الطلب لستتي 2022 و 2023 البتروال الجزائري فوق 100 دولار للبرميل

تقدر في جويلية بـ 1,028 مليون، و1,040 مليون برميل يوميا، وفي جوان بـ 1,023 و 1,027 مليون برميل يوميا، وفي ماي بـ 1,013 و 1,015 مليون برميل يوميا، وفي أفريل بـ 1,004 إلى 1,006 مليون برميل يوميا.

تجدد الإشارة، إلى أن الحصص الجزائرية في إطار اتفاق أوبك بلوس قدرت بـ 992 ألف برميل يوميا في مارس، و1,002 مليون برميل يوميا في أفريل، وحدثت بـ 1,013 مليون برميل يوميا في ماي، ثم بـ 1,023 مليون برميل يوميا في جوان، و1,039 مليون برميل يوميا في جويلية 2022، و1,055 مليون برميل يوميا في أوت، و1,057 مليون برميل يوميا في سبتمبر، ثم 1,055 مليون برميل يوميا في أكتوبر، وأخيرا 1,007 مليون برميل يوميا في نوفمبر إلى ديسمبر 2023، علما أن سقف إنتاج أوبك قدر بالنسبة لشهر أكتوبر بـ 29,494 مليون برميل يوميا، مقابل في سبتمبر نحو 29,767 مليون برميل يوميا، وفي شهر أوت 29,651 مليون برميل يوميا.

### حفيظ صوابلي

السنوات	القيمة "دولار للبرميل"
2006	66.05
2007	74.66
2008	98.96
2009	62.35
2010	80.35
2011	112.92
2012	111.49
2013	109.38
2014	99.68
2015	52.79
2016	44.28
2017	54.12
2018	71.44
2019	64.49
2020	42.12
2021	70.89
2022 عشرة أشهر	107.41



للعامين الجاري والمقبل بنحو 100 ألف برميل إضافية، كما خفضت أوبك توقعات نمو الطلب العالمي على النفط لعامي 2022 و2023 عن التقديرات السابقة بمقدار 100 ألف برميل يوميا لكل منهما. ووفقا لتوقعات المنظمة الجديدة، يصبح من المتوقع نمو الطلب 2.5 مليون برميل يوميا، و2.2 مليون برميل يوميا على التوالي.

وأشارت أوبك إلى أنه من المتوقع أن ينمو معروض الخام من الدول المنتجة خارج أوبك للعام الحالي بمقدار 1.9 مليون برميل يوميا، بانخفاض طفيف قدره 30 ألف برميل يوميا عن توقعات الشهر الماضي. وعن توقعات العرض من الخام من الدول المنتجة خارج أوبك لعام 2023، قالت أوبك إنه من المتوقع أن يرتفع بمقدار 1.5 مليون برميل يوميا.

**النفط الجزائري**  
وقد كشف تقرير منظمة أوبك بلوغ إنتاج نفط للجزائر بـ 1,060 و 1,036 مليون برميل يوميا في أكتوبر، مقابل 1,040 و 1,058 مليون برميل يوميا، في شهر سبتمبر، و1,039 مليون و 1,053 مليون برميل يوميا في أوت، وكانت

ومع صدور تقرير أوبك الدوري، عمقت أسعار النفط من تراجعاتها، تزامنا مع الضغوط التي يتعرض لها الخام مع ارتفاع الدولار، وبلغ أمس سعر البرنت بحر الشمال تسليم ديسمبر 92.75 دولارا للبرميل، بخسارة 45 سنتا ونسبة -0.48 في المائة. بينما تراجع خام نايمكس الأمريكي الخفيف في حدود بوتيرة أكبر، حيث بلغ 85.30 دولارا للبرميل بفقدان 57 سنتا ونسبة -0.66 في المائة.

وخفضت منظمة الدول المصدرة للنفط أوبك توقعاتها لنمو الطلب على النفط للعام 2022 بمقدار 40٪، من 4.2 مليون برميل يوميا كما في تقديراتها خلال جاني إلى 2.5 مليون برميل في تقرير نوفمبر الجاري، وخفضت أوبك توقعات نمو الطلب على النفط في الربع الثالث والربع الرابع من العام الجاري. جاء ذلك بينما رفعت أوبك توقعاتها لنمو الطلب في الربع الثاني من هذا العام على نحو طفيف، وسط زيادة أكبر من المتوقع للاستهلاك من قبل دول منظمة التعاون الاقتصادي والتنمية. وفي تقرير شهر نوفمبر، خفضت أوبك توقعات نمو الطلب على النفط

• واصلت منظمة الدول المصدرة للنفط "أوبك" تخفيض توقعاتها لنمو الطلب على النفط للعامين، الجاري والمقبل، في آخر تقرير لها، هذا الأخير كشف عن بلوغ متوسط سعر خام مزيج الصحراء الجزائري "صحاري بلند" إلى نهاية أكتوبر من السنة الحالية 107.41 دولار للبرميل، وبلغ المعدل الشهري برسم شهر سبتمبر نحو 92.72 دولارا للبرميل، مقابل 95.66 دولارا للبرميل في أكتوبر.

وتأتي التوقعات المتشائمة من جانب أوبك مع استمرار سياسة "صفر-كوفيد" الصينية والاضطرابات الجيوسياسية والنشاط الاقتصادي الضعيف في العالم.

بالمقابل، أفاد تقرير "أوبك" بأن متوسط سعر النفط الجزائري سجل ما بين سبتمبر وأكتوبر ارتفاعا بـ 2.94 دولار بنسبة 3.2 بالمائة. وقد ارتفع معدل الأشهر العشرة لسنة 2022 من جاني إلى أكتوبر إلى حدود 107.41 دولار للبرميل في نفس الفترة من سنة 2021، أي بارتفاع 38.16 دولارا ونسبة نمو بـ 35.52 في المائة. وتعكس النسبة التطور الإيجابي لأسعار البترول خلال السنة الجارية، مع الإشارة إلى أنه تم اعتماد سعر مرجعي للنفط برسم قانون المالية 2023 يقدر بـ 60 دولارا للبرميل، وسعر سوق بـ 70 دولارا للبرميل.

ويفوق النفط الجزائري أعلى معدل مؤشر برنت بحر الشمال المرجعي الذي بلغ، حسب إحصائيات منظمة البلدان المصدرة للنفط "أوبك"، 104.15 دولار للبرميل، ويمتلك النفط الجزائري فارقا إيجابيا مقابل برنت بحر الشمال قدر بـ 3.26 دولار، وهو فارق معتبر يسجل لصالح النفط الجزائري، بينما قدر متوسط خام غرب تكساس الوسيط الأمريكي بـ 97.38 دولار للبرميل بالنسبة لعشرة أشهر من سنة 2022، وينزل بذلك دون عتبة 100 دولار.

## قانون المالية يؤسس لاقتصاد مستدام يخلق الثروة ومناصب الشغل 4629 مليار دينار.. كتلة الأجور في 2023 الحفاظ على القدرة الشرائية ومراجعة الشبكة الاستدلالية للأجور ورفع منحة البطالة

■ كسالي: توقع نسبة نمو بـ 4.1 بالمائة خلال 2023.. واستقرار قطاع المحروقات  
■ 3037.41 مليار دينار للتكفل بتقانات رفع أجور الموظفين ■ التكفل بالأثر المالي  
لدمج المستفيدين من جهاز المساعدة على الإدماج المهني ■ تحويل عقود نشاطات  
الإدماج الاجتماعي إلى عقود غير محددة المدة

التجهيز إلى 4019.3 مليار دج (+2.7 بالمائة) مقارنة مع قانون المالية التكميلي لسنة 2022.

وعلى هذا الأساس، يضيف كسالي، سينتقل عجز الميزانية من 4092.3 مليار دج (-15.9 من الناتج الداخلي الخام) في تنبؤات الإغلاق لسنة 2022 إلى عجز متوسط قيمته 5720.0 مليار دج خلال الفترة 2023-2025 (-20.6 من الناتج الداخلي الخام).

كما سينتقل العجز الإجمالي للخزينة من 4950.3 مليار دج (-19.2 بالمائة من الناتج الداخلي الخام) حسب توقعات الإغلاق لـ 2022 إلى عجز متوسط قيمته 6586.3 مليار دج خلال الفترة 2023-2025 (-23.7 بالمائة من الناتج الداخلي الخام).

فيخصوص توزيع ميزانية التسيير، ينص مشروع القانون على تخصيص 3037.41 مليار دج للتكفل بتقانات رفع أجور الموظفين التابعين للإدارة المركزية والخدمات المركزية (+23.55 بالمائة مقارنة بـ 2022).

ويفسر هذا الارتفاع أساسا بارتفاع الأثر المالي الناتج عن التكفل بتعديل الشبكة الاستدلالية للرواتب ونظم أجور الموظفين الذي أدرج في أبريل 2022 وكذا عن التكفل بالأثر المالي لدمج المستفيدين من جهاز المساعدة على الإدماج المهني وتحويل عقود نشاطات الإدماج الاجتماعي إلى عقود غير محددة المدة.

وأوضح وزير المالية، في ذات الشأن، أن كتلة الأجور المتوقعة ستصل خلال العام الداخل إلى 4629 مليار دج وهو ما يمثل 47.39 بالمائة من ميزانية التسيير فيما سينتقل الأثر المالي للتدخل الاقتصادي للدولة إلى 1927.20 مليار دج (+40.67 بالمائة مقارنة بـ 2022) ستتوزع بشكل خاص على المساهمة في الصندوق الوطني للسكن والزيادة في الاعتمادات المخصصة للتأمين على البطالة وزيادة مساهمة الدولة في الديوان الوطني للحيوب.

ولدى تطرقه إلى ميزانية التجهيز (28.4019 مليار دج)، قال كسالي إن الأمر سيتعلق أساسا في 2023 بإتمام المشاريع قيد الإنجاز وتسجيل المشاريع الاستراتيجية وذات الضرورة القصوى، لافتا إلى أنه تم في 2022 «رفع التجميد عن برنامج مقدر بأكثر من 110 مليار دج موجه إلى 217 مشروع استثماري حامل لقيمة مضافة».

وتجدر الإشارة، أنه تم برمجة حوالي 250 تدخل في إطار مناقشة مشروع قانون المالية، حسب البرنامج الذي أعده المجلس الشعبي الوطني

أكد وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، أمس الثلاثاء، بالجزائر العاصمة أنه من المنتظر أن تسجل نسبة النمو الاقتصادي للجزائر ارتفاعا متصاعدا إلى أفاق 2025 مدفوعا بأداء العديد من القطاعات، مضيفا أن الحكومة تتوقع نسبة نمو بـ 4.1 بالمائة خلال سنة 2023.

أوضح الوزير خلال عرضه مشروع قانون المالية للسنة المقبلة أمام المجلس الشعبي الوطني، في جلسة علنية ترأسها إبراهيم بوغالي، رئيس المجلس، أنه من المتوقع تسجيل نسبة نمو بـ 4.1 بالمائة برسم السنة المقبلة و4.4 بالمائة في 2024 ثم 4.6 بالمائة خلال سنة 2025، نتيجة أداء جميع القطاعات باستثناء المحروقات الذي سيسجل شبه استقرار في 2023 و2025.

وفي هذا الصدد، أوضح كسالي أن قطاع الفلاحة ينتظر أن يسجل نموا بـ 6.9 بالمائة في 2023 و5.5 بالمائة في 2024 و5.7 في 2025 والصناعة سينمو بـ 8.5 بالمائة في 2023 ثم 9.6 و9.3 بالمائة في 2025، فيما يرتقب أن يحقق قطاع البناء والأشغال العمومية نموا بـ 5.6 و3.9 لتنتقل النسبة إلى 4.5 بالمائة سنة 2025.

ويعد أن أكد أن مشروع القانون «يكرس نمطا جديدا لحوكمة المالية العمومية، قائم على أساس ميزانية البرامج والأهداف»، ذكر وزير المالية أن الدولة واصلت «برغم السياق الدولي الصعب عملية الإنعاش الاقتصادي بتميز النمو وتكريس اقتصاد مستدام يخلق الثروة ومناصب الشغل».

وتابع بالقول أن سنة 2023 ستعرف مواصلة الجهود والإجراءات التي اتخذت خلال السنة الجارية والتي تهدف إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين ودعمها من خلال مراجعة الشبكة الاستدلالية للأجور ورفع منحة البطالة علاوة على «تعزيز برنامج الاستثمار العمومي والخاص وتعزيزه لضمان النمو الشامل».

وقد أعد مشروع القانون على أساس سعر مرجعي تقديري لبرميل النفط بـ 60 دولارا للفترة ما بين 2023 و2025 ومعدل نمو عند 4.1 بالمائة سنة 2023 وبـ 4.4 بالمائة في 2024 ومستوى التضخم بـ 5.1 بالمائة في 2023 ثم 4.5 بالمائة في 2024 و4.0 في 2025، وفق بيانات الوزير.

أما بخصوص الإيرادات الإجمالية للميزانية للسنة المقبلة، فسترتفع إلى 7901.9 مليار دج بينما ستصل النفقات إلى 13786.8 مليار دج موزعة على نفقات التسيير التي سترتفع إلى 9767.6 مليار دج (+26.9 بالمائة) مع ارتفاع كذلك لنفقات

مشروع قانون المالية 2023 يتوقع ارتفاعا متصاعدا للنمو.. كسالي:

## نمط جديد لحوكمة المالية العمومية ودعم النمو الشامل

- مواصلة جهود الحفاظ على القدرة الشرائية وتعزيز الاستثمار في 2023
- رفع التجميد عن برنامج بقيمة 110 مليار دينار موجه إلى 217 مشروع
- 3037 مليار دينار للتكفل بنفقات رفع أجور الموظفين بالإدارة والخدمات المركزية
- ارتفاع كتلة الأجور إلى 4629 مليار دينار و1927 مليار دينار أثر التدخل الاقتصادي للدولة

وأوضح وزير المالية، أن كتلة الأجور المتوقعة ستصل خلال العام الداخل إلى 4629 مليار دينار وهو ما يمثل 39,47٪ من ميزانية التسيير، فيما سينتقل الأثر المالي للتدخل الاقتصادي للدولة إلى 20,1927 مليار دينار (+67,40٪ مقارنة بـ2022) تتوزع بشكل خاص على المساهمة في الصندوق الوطني للسكن والزيادة في الاعتمادات المخصصة للمتأمين على البطالة وزيادة مساهمة الدولة في الديوان الوطني للحبوب. ولدى تطرقه إلى ميزانية التجهيز (28,4019 مليار دينار)، قال السيد كسالي أن الأمر يتعلق أساسا في 2023 بإتمام المشاريع قيد الإنجاز وتسجيل المشاريع الاستراتيجية وذات الضرورة القصوى، لافتا إلى أنه تم في 2022 رفع التجميد عن برنامج مقدر بأكثر من 110 مليار دينار موجه إلى 217 مشروع استثماري حامل لقيمة مضافة. للإشارة، تمت برمجة نحو 250 تدخل في إطار مناقشة مشروع القانون المالية، حسب البرنامج الذي أعده المجلس الشعبي الوطني.



4,5٪ في 2024 و4٪ في 2025. أما بخصوص الإيرادات الإجمالية للميزانية للسنة المقبلة، فسترتفع إلى 9,7901 مليار دينار، بينما ستصل النفقات إلى 8,13786 مليار دينار موزعة على نفقات التسيير التي سترتفع إلى 6,9767 مليار دينار (+9,26٪) مع ارتفاع كذلك لنفقات التجهيز إلى 3,4019 مليار دينار (+7,2٪) مقارنة مع قانون المالية التكميلي لسنة 2022. على هذا الأساس، يضيف السيد كسالي، سينتقل عجز الميزانية من 3,4092 مليار دينار (-9,15٪ من الناتج الداخلي الخام) في تنبؤات الإغلاق لسنة 2022 إلى عجز متوسط قيمته 5720 مليار دينار خلال الفترة 2023-2025 (-6,20٪ من الناتج الداخلي الخام).

كما سينتقل العجز الإجمالي للخزينة من 3,4950 مليار دينار (-19ر2 بالمائة من الناتج الداخلي الخام) حسب توقعات الإغلاق لـ2022 إلى عجز متوسط قيمته 3,6586 مليار دينار خلال الفترة 2023-2025 (-7,23٪ من الناتج الداخلي الخام).

بخصوص توزيع ميزانية التسيير، ينص مشروع القانون على تخصيص 41,3037 مليار دينار للتكفل بنفقات رفع أجور الموظفين التابعين للإدارة المركزية والخدمات المركزية (+55,23٪ مقارنة بـ2022). يفسر هذا الارتفاع أساسا بارتفاع الأثر المالي الناتج عن التكفل بتعديل الشبكة الاستدالية للرواتب ونظم أجور الموظفين الذي أدرج في أفريل 2022 وكذا عن التكفل بالأثر المالي لدمج المستفيدين من جهاز المساعدة على الإدماج المهني وتحويل عقود نشاطات الإدماج الاجتماعي إلى عقود غير محددة المدة.

أكد وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، أمس، أن نسبة النمو الاقتصادي للجزائر ستسجل ارتفاعا متصاعدا أفاق 2025، مدفوعة بأداء عديد القطاعات، مضيفا أن الحكومة تتوقع نسبة نمو بـ4,1 في المائة خلال سنة 2023. عادل.

أشار الوزير خلال عرضه مشروع قانون المالية 2023 أمام نواب المجلس الشعبي الوطني، في جلسة علنية ترأسها السيد إبراهيم بوغالي، رئيس المجلس، إلى أنه من المتوقع تسجيل نسبة نمو بـ4,1 في المائة برسم السنة المقبلة و4,4 في المائة في 2024، ثم 4,6 في المائة خلال سنة 2025، نتيجة أداء جميع القطاعات باستثناء المحروقات الذي سيسجل شبه استقرار في 2023 و2025.

وأوضح في هذا الصدد أن قطاع الفلاحة ينتظر أن يسجل نموا بـ6,9 في 2023 و5,5 في 2024 و5,7 في 2025، ويسجل النمو بقطاع الصناعة 8,5 في 2023 ثم 9,6 في 2024 و9,3 في 2025، فيما يرتقب أن يحقق قطاع البناء والأشغال العمومية نموا بـ5,6 في 2023 و3,9 في 2024 لتنتقل النسبة إلى 4,5 في سنة 2025.

ويعد أن أكد أن مشروع القانون "يكترس نمطا جديدا لحوكمة المالية العمومية، قائما على أساس ميزانية البرامج والأهداف"، ذكر وزير المالية أن الدولة وأصلت، رغم السياق الدولي الصعب، عملية الإنعاش الاقتصادي بتعزيز النمو وتكريس اقتصاد مستدام يخلق الثروة ومناصب الشغل.

وتوقع الوزير أن تعرف سنة 2023 مواصلة الجهود والإجراءات التي اتخذت خلال السنة الجارية والتي تهدف إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين ودعمها من خلال مراجعة الشبكة الاستدالية للأجور ورفع متحة البطالة، علاوة على تعزيز برنامج الاستثمار العمومي والخاص وتعزيزه لضمان النمو الشامل.

وأعد مشروع القانون على أساس سعر مرجعي تقديري لبرميل النفط بـ60 دولارا للفترة ما بين 2023 و2025 ومستوى التضخم بـ5,1 في 2023 ثم

## من طرف لجنة المالية والميزانية للمجلس الشعبي الوطني مشروع قانون المالية 2023 .. ادراج عدة تعديلات

والأهداف، بالإضافة إلى استغلال وترشيد موارد الميزانية وتوسيع الوعاء الضريبي، وكذا التحكم في النفقات العمومية".

وشددت اللجنة على "وجوب مراعاة القدرة على تعبئة الموارد المحتملة لمواجهة الاحتياجات الاجتماعية والاقتصادية المتزايدة باستمرار التي لا يمكن التكفل بها ضمن حدود الأرصد المالية المتوقعة".

ومن جهة أخرى، دعت اللجنة إلى تسهيل الإجراءات الإدارية والقانونية، وتوفير الظروف الملائمة لاستقطاب المستثمرين المحليين والأجانب في ظل قانون الاستثمار الجديد، لبناء اقتصاد وطني قوي، وكذا ضرورة مواكبة التحولات الاقتصادية والمالية الدولية الراهنة من خلال وضع استراتيجية بما يضمن المحافظة على المصالح الجزائرية على المستوى الإقليمي والدولي. ويواصل حاليا أعضاء المجلس الشعبي الوطني مناقشة مشروع قانون المالية لسنة 2023 برئاسة براهيم بوعالي رئيس المجلس وحضور عدد من أعضاء الحكومة، حيث تم برمجة حوالي 250 تدخل.

م.خ

أدرجت لجنة المالية والميزانية للمجلس الشعبي الوطني عدة تعديلات و توصيات على مشروع قانون المالية لسنة 2023، حسبما جاء في التقرير التمهيدي للجنة حول مشروع قانون المالية ل 2023 الذي عرض أمس الثلاثاء.

وتخص التعديلات المواد المتعلقة بالجباية والاستثمار، مع الدعوة إلى إرساء نظام معلومات أكثر شفافية ومصداقية على مستوى المصالح العمومية والتنسيق أكثر بين مختلف القطاعات في مجال تسيير المالية العمومية، وكذا انجاز النظام المعلوماتي المالي من خلال اعتماد المعطيات الاقتصادية والمالية الصحيحة لتحديد التقديرات المعتمدة في مشاريع قوانين المالية. وأشار التقرير إلى أن "تحضير وتنفيذ مشروع المالية لكل سنة عن طريق البرامج والأهداف ومؤشرات الأداء، يفرض علينا تحديث النظام المحاسبي الذي يسمح بتقدير تكاليف كل برنامج ووضع ميزانيته".

إلى ذلك أوصت اللجنة أيضا "بضرورة تعزيز نظام الرقابة على مستوى كل المصالح والإدارات العمومية، في ظل منظومة الميزانية حسب البرامج

## منها الحفاظ على دعم الدولة للفئات المعوزة، كسالي؛ مشروع قانون المالية التكميلي تضمن تدابير هامة لفائدة المواطنين

الضمان الاجتماعي، والأثر المالي المتعلق بإعادة تحرير عقود المستفيدين من نشاط الإدماج الاجتماعي والإدماج المهني. ويتضمن القانون جملة من التدابير التشريعية الهادفة لدعم القطاع الزراعي وترقية الاستثمار وتعزيز القدرة الشرائية للمواطنين وإضفاء لتجانس على الإجراءات وتبسيطها.

وقال كسالي ان هذا القانون، لا يتضمن ضرائب جديدة، او أعباء ضريبية إضافية، كما تم منح تدابير تحفيزية في إطار الأراضي المستصلحة حديثا وتأطير جمع الحبوب، الى جانب تعزيز الاستثمار في النقل البحري والجوي.

وفي إطار تعزيز القدرة الشرائية، أدرجت تدابير لإعفاء عمليات استيراد وبيع السكر الخام والسكر الأبيض من الحقوق الجمركية ومن الرسم على القيمة المضافة وإعادة النظر في بعض الرسوم المتعلقة بالمؤسسات الناشئة ومعدات الحاسوب لتطوير الاقتصاد الرقمي والهواتف النقالة ومعدات الإعلام الآلي الموجهة للاستعمال الشخصي.

ويتيح نص مشروع قانون المالية التكميلي إمكانية اللجوء الى توريق الديون البنكية الممنوحة للمؤسسات بفرض استبدال سنداتها القابلة للتداول في ميزانية البنك، موضعا أن كيفية تطبيق هذا التدبير ستحدد عن طريق النظام. ويهدف الإجراء الى تكثيف السوق المالية وتحويله الى أداة مهمة لتعبئة الموارد المالية الموجهة لتمويل الاقتصاد الذي يعد ضمن الأهداف المدرجة في خطة عمل الحكومة.

كما يقر النص تقليص آجال التصريح بالسلع لدى مكتب الجمارك من 21 يوم الى 15 يوما من تاريخ تفرغ السلع. يذكر أنه تمت المصادقة بالأغلبية على الأمر 01-22 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2022، من طرف نواب المجلس الشعبي الوطني يوم 7 نوفمبر الماضي.

م.م

أكد وزير المالية، ابراهيم جمال كسالي، خلال عرضه قانون المالية التكميلي لـ 2022، أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية لمجلس الأمة، أن مشروع قانون المالية التكميلي تضمن تدابير تسمح بالتكفل بعمال المؤسسات الاقتصادية التي كانت محل أحكام نهائية تقضي بمصادرة أملاكها في إطار قضايا الفساد.

كما أكد أنه تضمن تدابير تتكفل بمنحة البطالة التي تم تعديل مقاييسها وتعزيز برامج الاستثمار العمومي لبعض الولايات وإنجاز منشآت الصحية. وتم في إطار مشروع القانون أيضا مراجعة شروط نظام الضريبة للمنتجات ذات هامش ربح محدد عن طريق التنظيم وشروط الاستفادة من نظام الضريبة الجزائية الوحيدة مع إدراج تدابير لتشجيع استعمال الصيرفة الإسلامية. وتضمن مشروع القانون أيضا الإعفاء من الرسم الجزائي الخام المطبق على السلع المستوردة عن طريق الطرود البريدية والرزم والبريد السريع وتبسيط إجراءات اقتناء السكنات الاجتماعية الإيجارية. كما تم توسيع الإعفاء من الرسم الجزائي على تذاكر النقل الفردية والجماعية المسلمة للمقيمين في التراب الجزائري والذين سيقومون بالتنقل إلى الدول المجاورة عن طريق البر أو السكك الحديدية والمحدد بـ 1.000 دج.

وأشار الوزير ان هذا الاعفاء يمنح لفائدة المواطنين الحاملين شهادة الإقامة بالبلديات الحدودية، وكذا مستخدمي الشركة أو الهيئة أو المؤسسة المقيمة في الجزائر، عند توجيههم إلى ورشات إنجاز مشاريعهم المتواجدة في البلدان المجاورة. كما يرمي القانون الى الحفاظ على دعم الدولة للفئات المعوزة وتحسينه للحفاظ على المكتسبات الاجتماعية للمواطنين. كما ستشمل إعادة تقييم النقاط الاستدلالية لمستخدمي المؤسسات والإدارات العمومية وديون هيئة

يشمل مختلف القطاعات... وزير المالية؛

## الجزائر ستسجل نموا اقتصاديا متصاعدا

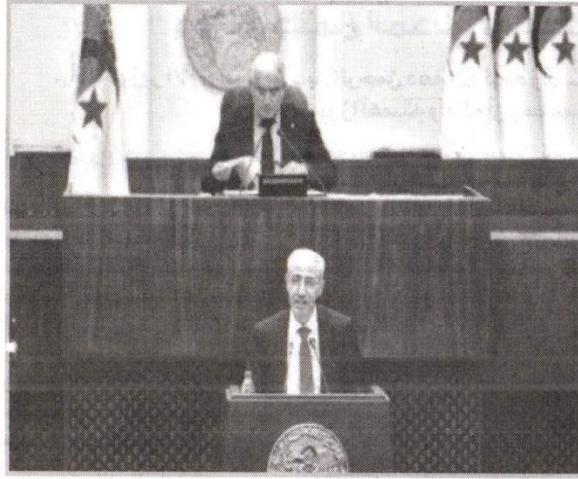
أكد وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، أمس بالجزائر العاصمة أنه من المنتظر أن تسجل نسبة النمو الاقتصادي للجزائر ارتفاعا متصاعدا إلى أفق 2025، مدفوعا بأداء العديد من القطاعات، مضيفا أن الحكومة تتوقع نسبة نمو بـ 4ر1 بالمائة خلال سنة 2023.

مشروع القانون على تخصيص 3037ر41 مليار دج للتكفل بنفقات رفع أجور الموظفين التابعين للإدارة المركزية والخدمات المركزية (+23,55 بالمائة مقارنة بـ 2022).

ويفسر هذا الارتفاع أساسا بارتفاع الأثر المالي الناتج عن التكفل بتعديل الشبكة الاستدلالية للرواتب ونظم أجور الموظفين الذي أدرج في أبريل 2022 وكذا عن التكفل بالأثر المالي لدمج المستفيدين من جهاز المساعدة على الإدماج المهني وتحويل عقود نشاطات الإدماج الاجتماعي إلى عقود غير محددة المدة.

وأوضح وزير المالية، في ذات الشأن، أن كتلة الأجور المتوقعة تستل خلال العام الداخل إلى 4629 مليار دج وهو ما يمثل 47,39 بالمائة من ميزانية التسيير، فيما سينتقل الأثر المالي للتدخل الاقتصادي للدولة إلى 1927,20 مليار دج (+40,67 بالمائة مقارنة بـ 2022) ستتوزع بشكل خاص على المساهمة في الصندوق الوطني للسكن والزيادة في الاعتمادات المخصصة للتأمين على البطالة وزيادة مساهمة الدولة في الديوان الوطني للحبوب.

ولدى تطرقه إلى ميزانية التجهيز (4019,28 مليار دج)، قال السيد كسالي إن الأمر سيتعلق أساسا في 2023 باتمام المشاريع قيد الإنجاز وتسجيل المشاريع الاستراتيجية وذات الضرورة القصوى، لافتنا إلى أنه تم في 2022 "رفع التجميد عن برنامج مقدر بأكثر من 110 مليار دج موجه إلى 217 مشروع استثماري حامل لقيمة مضافة".



نصيرة سيد علي

وأوضح الوزير خلال عرضه مشروع قانون المالية للسنة المقبلة أمام المجلس الشعبي الوطني، في جلسة علنية ترأسها إبراهيم بوغالي، رئيس المجلس، أنه من المتوقع تسجيل نسبة نمو بـ 4ر1 بالمائة برسم السنة المقبلة و4ر4 بالمائة في 2024 ثم 4ر6 بالمائة خلال سنة 2025، نتيجة أداء جميع القطاعات باستثناء المحروقات الذي سيسجل شبه استقرار في 2023 و 2025.

وفي هذا الصدد، أوضح كسالي أن قطاع الزراعة ينتظر أن يسجل نموا بـ 6ر9 بالمائة في 2023 و5ر5 بالمائة في 2024 و 5ر7 في 2025 والصناعة سينمو بـ 8ر بالمائة في 2023 ثم 9ر6 و 9ر3 بالمائة في 2025، فيما يرتقب أن يحقق قطاع البناء والأشغال العمومية نموا بـ 5ر5 و 3ر9 لتنتقل النسبة إلى 5ر4 بالمائة سنة 2025.

ويعد أن أكد أن مشروع القانون "يكرس نمطا جديدا لحوكمة المالية العمومية، قائم على أساس ميزانية البرامج والأهداف"، ذكر وزير المالية أن الدولة واصلت "برغم السياق الدولي الصعب عملية الإنعاش الاقتصادي بتعزيز النمو وتكريس اقتصاد مستدام يخلق الثروة ومناصب الشغل".

وتابع بالقول أن سنة 2023 ستعرف مواصلة الجهود والإجراءات التي اتخذت خلال السنة الجارية والتي تهدف إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين ودعمها من خلال مراجعة الشبكة الاستدلالية

للاجور ورفع منحة البطالة علاوة على "تعزيز برنامج الاستثمار العمومي والخاص وتعزيزه لضمان النمو الشامل". وقد أعد مشروع القانون على أساس سعر مرجعي تقديري لبرميل النفط بـ 60 دولارا للفترة ما بين 2023 و2025 ومعدل نمو عند 4ر4 بالمائة سنة 2023 و بـ 4ر4 بالمائة في 2024 ومستوى التضخم بـ 5ر5 بالمائة في 2023 ثم 4ر4 بالمائة في 2024 و 4ر0 في 2025، وفق بيانات الوزير.

أما بخصوص الإيرادات الإجمالية للميزانية للسنة المقبلة، فسترتفع إلى 9ر7901 مليار دج بينما سنصل النفقات إلى 8ر13786 مليار دج موزعة على نفقات التسيير التي سترتفع إلى 6ر9767 مليار دج (+26,9 بالمائة) مع ارتفاع كذلك لنفقات

التجهيز إلى 3ر4019 مليار دج (+2,7 بالمائة) مقارنة مع قانون المالية التكميلي لسنة 2022. وعلى هذا الأساس، يضيف كسالي، سينتقل عجز الميزانية من 3ر4092 مليار دج (-15,9 من الناتج الداخلي الخام) في تنبؤات الإغلاق لسنة 2022 إلى عجز متوسط قيمته 4ر5720 مليار دج خلال الفترة 2023-2025 (-20,6 من الناتج الداخلي الخام).

كما سينتقل العجز الإجمالي للخزينة من 3ر4950 مليار دج (-19,2 بالمائة من الناتج الداخلي الخام) حسب توقعات الإغلاق لـ 2022 إلى عجز متوسط قيمته 3ر6586 مليار دج خلال الفترة 2023-2025 (-23,7 بالمائة من الناتج الداخلي الخام). فبخصوص توزيع ميزانية التسيير، ينص

## لاضرائب جديدة.. وتدابير لحماية القدرة الشرائية

"الجوار" تنشر تفاصيل  
قانون المالية 2023



فائدة بعض الولايات والاعتمادات لفائدة قطاع الصحة بعد رفع التجميد عن مشاريع المنشآت القاعدية. ويتوقع مشروع القانون التكميلي عجزا إجماليا للخزينة قدره 5.467 مليار دج. ويمثل هذا العجز 22 بالمائة من الناتج الداخلي الخام أي بارتفاع طفيف في عجز الخزينة بلغ 538 مليار دج مقارنة بقانون المالية لسنة 2022.

ويتضمن القانون جملة من التدابير التشريعية الهادفة لدعم القطاع الفلاحي وترقية الاستثمار وتعزيز القدرة الشرائية للمواطنين وإضفاء للتجانس على الإجراءات وتبسيطها.

وقال كسالي إن هذا القانون، لا يتضمن ضرائب جديدة، أو أعباء ضريبية إضافية، كما تم منح تدابير تحفيزية في إطار الأراضي المستصلحة حديثا وتأطير جمع الجيوب، إلى جانب تعزيز الاستثمار في النقل البحري والجوي.

وفي إطار تعزيز القدرة الشرائية، أدرجت تدابير لإعفاء عمليات استيراد وبيع السكر الخام والسكر الأبيض من الحقوق الجمركية ومن الرسم على القيمة المضافة وإعادة النظر في بعض الرسوم المتعلقة بالمؤسسات الناشئة ومعدات الحاسوب لتطوير الاقتصاد الرقمي والهواتف النقالة ومعدات الإعلام الآلي الموجهة للاستعمال الشخصي.

**تدابير للتكفل بعامل المؤسسات محل أحكام نهائية في إطار قضايا الفساد**

من جهة أخرى، أفاد الوزير أن مشروع قانون المالية التكميلي تضمن تدابير تسمح بالتكفل بعامل المؤسسات الاقتصادية التي كانت محل أحكام نهائية تقضي بمصادرة أملاكها في إطار قضايا الفساد.

كما أكد أنه تضمن تدابير تكفل بمنحة البطالة التي تم تعديل مقاييسها وتعزيز

عرض وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، أول أمس، أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية لمجلس الأمة، قانون المالية التكميلي لـ 2022، مؤكدا أن مشروع هذا القانون تضمن عدة إجراءات وتدابير تصحيحية لقانون المالية 2022، موجهة أساسا لتغطية النفقات الإضافية. وحسب المرض الذي قدمه الوزير، في جلسة استماع أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية لمجلس الأمة، ترأسها السيد نور الدين تاج، خصصت لدراسة مشروع القانون المتضمن الموافقة على الأمر رقم 01-22 المؤرخ في 03 أغسطس 2022 والمتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2022، تتمحور التغييرات الرئيسية التي طرأت على تأطير الاقتصاد الكلي والمالي في قانون المالية التكميلي في السعر المرجعي لبرميل النفط المقدر بـ 60 دولارا أمريكيا لبرميل عوضا عن 45 دولارا المعتمد في قانون المالية 2022 وسعر السوق المقدر بـ 70 دولارا أمريكيا للبرميل عوضا عن سعر 50 دولارا المعتمد في قانون المالية 2022.

كما تم تسجيل زيادة في الواردات السلعية لنفقات إضافية في ميزانية التسيير بمبلغ إجمالي قدره 1.385 مليار دج، إلى جانب تغطية الاحتياجات الإضافية المسجلة في ميزانية التجهيز بمبلغ إجمالي اعتمادات الدفع البالغة 366 مليار دج.

ويتلظر إلى هذه المؤشرات، يتوقع، حسب الوزير، أن تصل صادرات المحروقات إلى 39 مليار دولار نهاية سنة 2022، بزيادة 40,4 بالمائة وأن تبلغ واردات السلع 38,8 مليار دولار أي بزيادة 15 بالمائة.

وسيسل رصيد ميزان المدفوعات في قانون المالية التكميلي لسنة 2022 إلى + 983 مليون دولار ويتحسن احتياطي الصرف الذي سيرتفع إلى 28 مليار دولار

أمريكي، ما يعادل 12 شهرا من واردات السلع والخدمات. ويتوقع ذات المشروع نسبة نمو تصل 3,44 بالمائة ونمو إجمالي للناتج المحلي خارج قطاع المحروقات إلى ثرة بالمائة. ويركز مشروع قانون المالية التكميلي لسنة 2022 بشكل أساسي على تنفيذ إجراءات عاجلة وذات أولوية للاستجابة للأهداف الكبرى لتحفيز النشاط الاقتصادي وانهاش النمو وتقليل الاعتماد على المحروقات، حسب السيد كسالي.

كما يرمي القانون إلى الحفاظ على دعم الدولة للفتات المعوزة وتحسينه للحفاظ على المكتسبات الاجتماعية للمواطنين. ويرتقب أن ترتفع إيرادات الميزانية بنسبة 23,24 بالمائة لتصل إلى 7000,8 مليار دج. وبما في ذلك الجباية البترولية إلى 3.211 مليار دج والموارد العافية إلى 3.788 مليار دج.

كما استعملت نفقات الميزانية إلى 11 ألف 610 مليار دج في قانون مشروع القانون التكميلي بارتفاع قدره 1.752 مليار دج مقارنة بقانون المالية 2022.

وتتوزع هذه النفقات إلى 7.697 مليار دج لنفقات التسيير بزيادة تقدر بـ 1.385 مليار دج، وتكفل هذه النفقات أساسا بالمساهمة في الديوان الجزائري المهني للحليب والديوان الوطني المهني للحليب والاعتمادات الأساسية التي تهدف إلى تغطية منحة البطالة.

كما ستشتمل إعادة تقييم النقاط الاستدالية لمستخدمي المؤسسات والإدارات العمومية وديون هيئة الضمان الاجتماعي، والأثر المالي المتعلق بإعادة تحرير عقود المستفيدين من نشاط الإدماج الاجتماعي والإدماج المهني.

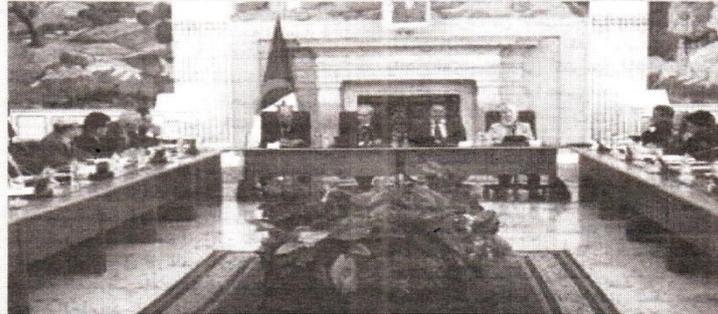
وتضمنت نفقات التجهيز ميزانية قدرها 3.913,17 مليار دج بزيادة 366 مليار دج، والتي ستغطي خصوصا البرامج التكميلي

## كسالي يعرض مشروع قانون المالية 2023 على المجلس الشعبي الوطني احتياطي الصرف يرتفع إلى 54.6 مليار دولار نهاية 2022

■ عائدات صادرات السلع ترتفع إلى 46 مليار دولار  
 ■ الإيرادات الاجمالية للميزانية للسنة المقبلة سترتفع إلى  
 79019 مليار دينار

مقارنة مع قانون المالية التكميلي لسنة 2022. وعلى هذا الاساس سينتقل عجز الميزانية من 4092ر3 مليار دج (-15ر9) من الناتج الداخلي الخام) في تنبؤات الاغلاق لسنة 2022 الى عجز متوسط قدره 5720ر0 مليار دج خلال الفترة 2023-2025 (-20ر6) من الناتج الداخلي الخام). كما سينتقل العجز الاجمالي للخزينة من 4950ر3 مليار دج (-19ر2) بالمائة من الناتج الداخلي الخام)، حسب توقعات الاغلاق ل 2022 الى عجز متوسط قيمته 6586ر3 مليار دج خلال الفترة 2023-2025 (-23ر7) بالمائة من الناتج الداخلي الخام). من جانب آخر، من المرتقب ان تصل عائدات صادرات السلع سنة 2023 الى 46ر3 مليار دولار أمريكي، مقابل 44ر4 مليار دولار في تنبؤات قانون المالية التكميلي 2022. ويتوقع تسجيل "زيادة طفيفة" في 2024 و 2025 لتصل عائدات الصادرات الى 46ر4 مليار دولار و 45ر8 مليار دولار على التوالي.

كشفت وزيرة المالية ابراهيم كسالي، عن تسجيل ارتفاع في احتياطي الصرف للجزائر نهاية 2022 إلى 54.6 مليار دولار. شرع وزير المالية، ابراهيم جمال كسالي، أمس، في عرض مشروع قانون المالية لسنة 2023 على المجلس الشعبي الوطني. خلال جلسة علنية ترأسها السيد ابراهيم بوغالي، رئيس المجلس بحضور عدد من أعضاء الحكومة. وقد تم اعداد مشروع القانون على أساس سعر مرجعي تقديري لبرميل النفط ب 60 دولار للفترة ما بين 2023 و 2025 ومعدل نمو اقتصادي ب 4ر4 بالمائة سنة 2023 و 4ر4 بالمائة في 2024 ومستوى التضخم ب 5ر5 بالمائة في 2023 ثم 4ر5 بالمائة في 2024 و 4ر0 في 2025. أما بخصوص الإيرادات الاجمالية للميزانية للسنة المقبلة في إطار مشروع القانون، فسترتفع إلى 79019 مليار دج، بينما ستصل النفقات إلى 13786ر8 مليار دج موزعة على نفقات التسيير التي سترتفع إلى 9767ر6 مليار دج (+26ر9 بالمائة) مع ارتفاع كذلك لنفقات التجهيز إلى 4019ر3 مليار دج (+2ر7 بالمائة)





وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger